

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
n°DDPP-DREAL UD38-2026- 04-07  
du 13 AVR. 2026**

**à l'encontre de la société LELY ENVIRONNEMENT  
sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup> titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société LELY ENVIRONNEMENT au sein de son établissement situé lieu-dit « L'Echaillon », sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère (38210) et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-02-17 du 16 février 2023 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 10 mars 2026, réalisé à la suite de la visite effectuée le 4 février 2026 du site de la société LELY ENVIRONNEMENT, situé sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère ;

Considérant le courriel du 11 mars 2026, avec accusé réception du 16 mars 2026, de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la société LELY ENVIRONNEMENT, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère ;

Considérant l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant que les deux réserves de 120 m<sup>3</sup> prévues par l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2023 susvisé ne sont pas présentes sur le site et que le bassin de récupération des eaux pluviales n'est pas équipé d'un raccord pour les pompiers, et qu'en conséquence le centre de tri ne dispose pas de moyens de défense extérieure contre l'incendie ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ils constituent une source de danger pour l'environnement (risque d'incendie) ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LELY ENVIRONNEMENT de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 février 2023 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

#### Arrête

Article 1 : La société LELY ENVIRONNEMENT (SIRET : 064 503 089 00027) autorisée à exploiter une plateforme regroupant diverses activités spécialisées dans le tri, transit, traitement et stockage de déchets sise lieu-dit « L'Echaillon », sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère (38210) est mise en demeure de respecter l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023-02-17 du 16 février 2023 susvisé, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans le délai prévu, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérécours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LELY ENVIRONNEMENT et dont copie sera adressée au maire de Saint-Quentin-sur-Isère.

La préfète



Pour la Préfète, par délégation,  
le Secrétaire Général

**Mahamadou DIARRA**

13 AVR. 2026